

Parti  
communiste  
français

commission Santé  
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

août 2016

globule rouge

INFO

## UNE « RENTRÉE » COMBATIVE RÉSISTER, RASSEMBLER OUVRIR DES ALTERNATIVES !

**L**es attentats du 14 juillet ont marqué la relance du débat sur la lutte contre le terrorisme. Il n'est pas seulement national, mais se nourrit, à l'échelle européenne et mondiale, d'un contexte anxigène, de replis identitaires, communautaristes et nationalistes.

Le pouvoir a repris l'offensive pour faire de la peur, omniprésente dans l'opinion, un élément saillant dans la poursuite de son offensive de remodelage social.

La reprise de la mobilisation sociale est l'un des enjeux prioritaire de la rentrée. La mobilisation contre « la loi Travail »,

les mobilisations sur l'emploi, les rendez-vous pour le financement de la sécurité sociale... D'autant que les cadeaux aux grands groupes ont été confirmés avec le rapport parlementaire sur le CICE, l'argent existe...

Pour la santé, la résistance contre les *Groupements hospitaliers de territoire* est engagée. Elle doit se développer d'autant que des projets existent d'une aggravation réelle courant 2017.

À propos de l'élection présidentielle, l'overdose médiatique des candidatures de droite, le FN en embuscade et l'avalanche d'annonce de candidatures à gauche caractérisent cette rentrée politique.

Nous sommes d'autant plus confortés dans notre choix de congrès : tout faire pour faire bouger les lignes pour éviter une fragmentation désastreuse du camp progressiste. C'est la seule posture politique de nature à faire sortir la gauche de l'impasse.

Nous allons poursuivre avec les rendez-vous de la rentrée et la Fête de l'Humanité. Ce sera un grand rendez-vous populaire et convivial, un espace de liberté, d'ouverture, d'émancipation, de tolérance et de fraternité.

Elle sera une belle tribune pour faire entendre nos propositions de résistance, de rassemblement pour des alternatives de gauche.

Maryse Montangon



comme  
tous les ans  
un numéro  
spécial  
Fête de  
l'Humanité  
a été réalisé  
n'hésitez pas  
à le diffuser

celui de septembre  
rendra compte des débats

## GHT LE PCF APPELLE À ENTRER EN RÉSISTANCE

Il serait totalement erroné de penser que « les carottes sont cuites » et qu'il n'y aurait plus rien à faire : une chose est d'acter à marche forcée la constitution des GHT, autre chose est la mise en œuvre de ces « usines à gaz » !

**Hospitaliers, usagers, élu-e-s, ensemble, nous n'avons pas d'autre choix que d'entrer en résistance et mener des combats concrets au quotidien, en prenant appui sur les besoins, l'exigence de démocratie et de financement.**

Au-delà des délais nécessaires à ce grand chamboulement, la force de nos réactivités plurielles réside d'abord dans notre soutien à l'expression concrète des besoins.

- La principale inquiétude, largement partagée, porte sur la menace de la **proximité**. Portons l'exigence, sur l'ensemble des sites hospitaliers, du maintien des activités généralistes telles que les maternités, les services de médecine de chirurgie,

les urgences et un plateau technique... Ce n'est pas seulement l'accès aux soins qui est en cause, mais la sécurité des patient-e-s !

- Dénonçons le « grand virage ambulatoire » au nom d'économies escomptées : autant certains actes en chirurgie ambulatoire apportent un progrès et un confort aux patients ; autant la généralisation sur des interventions complexes devient dangereuse ou pour le moins maltraitante ! Par ailleurs, la prise en charge financière est externalisée, privatisée ! Toutes les hospitalisations complètes sont concernées : l'obstétrique, les services de médecine... alors que les projets d'« hôtels hospitaliers » de chaînes privées vont fleurir !
- Enfin, il faut démasquer cette énorme imposture : **NON !** les GHT ne vont pas améliorer l'organisation des soins. Au bout, c'est moins de services, moins d'activités, moins de lits et la pénurie persistante, notamment dans la prise en charge des maladies chroniques, le vieillissement, la cancérologie, la psychiatrie...

Pour cela, il nous faut passer à l'offensive sur le terrain de la **démocratie** !

C'est bien sur le terrain de la démocratie, arme des communistes par excellence, qu'il nous faut nous déployer, prendre des initiatives innovantes pour un mouvement large de rejet de la mise en place des GHT : échanges avec les organisations syndicales, consultations des populations, mobilisation des élu-e-s ; ne pas s'isoler des communautés médicales, ne pas tomber dans le piège de « jouer » un territoire contre un autre, solliciter les acteurs de santé de ville, les associations...

Mais plus que jamais, il nous faut être présents sur le terrain du **financement** : besoin de financement de tous les établissements du groupement pour maintenir les effectifs et embaucher, investir, pour répondre à tous les besoins de santé

C'est ainsi, **projet par projet**, que nous pouvons créer un climat combatif et confiant pour nous mobiliser, nombreux, pour porter nos exigences dans le prochain débat budgétaire de la sécurité sociale à l'automne prochain.

Évelyne Van der Heym

**BUREAU  
DE PRESSE  
DU PCF**

communiqués

### CONSULTATION DE MÉDECINE GÉNÉRALE les vraies questions

Un projet d'accord se dessine autour du montant de la consultation à 25 euros pour la médecine générale. Cette situation nous amène plusieurs commentaires.

Tout d'abord, il est indispensable que le montant de la rémunération des médecins comme des professionnels paramédicaux soient déterminé par un accord majoritaire à l'issue d'une négociation avec les organisations représentatives...

La demande de revalorisation est légitime au vue de la durée de formation et des responsabilités.

En complètement, nous portons une proposition de remboursement à 100% par la Sécurité sociale, ce qui induit une convention unique et la suppression des dépassements d'honoraires

Enfin, il est indispensable d'augmenter de manière sensible et durable le nombre de médecins et de paramédicaux en formation...

Ce sont les réponses positives à ces propositions qui construisent une politique réellement de gauche...

Paris le 22 août 2016

## GIRONDE ORGANISATION DE LA DISETTE EN EHPAD

**L**undi 1<sup>er</sup> juillet, les familles de l'Ehpad public *Val de Brion* du centre hospitalier Sud-Gironde ont reçu un courrier de la direction de cet établissement pour le moins hallucinant.

Cette lettre explique que, face au déficit de cet Ehpad, quelques mesures correctives ont été mises en place. Priorité des soins au dépend du ménage, les personnes âgées les plus dépendantes ne seront pas levées systématiquement ou celles qui le seront garderont leurs tenues de nuit, les temps de toilette pourront être écourtés. Véritable plan de maltraitance vis-à-vis des résidents mais aussi vis-à-vis du personnel déjà épuisé et en grande souffrance.

Ce courrier a fait bondir les familles et a suscité la réaction immédiate des syndicats, des collectifs citoyens, des militants et des élus communistes du Sud-Gironde. Le syndicat CGT du centre hospitalier Sud-Gironde a dénoncé la façon déshumanisante dont s'est exprimée la direction envers les familles des résidents. Quand le personnel se plaint des conditions de travail qui se dégradent sans cesse, quand on parle soins, santé, humain, cette même direction répond gestion financière et parle de quelques maladresses dans ce courrier.

Ces discours comptables et récurrents de réduction des déficits, relayés par les directions d'établissements publics hospitaliers et médico-sociaux, n'ont qu'un seul but, imposer et organiser l'austérité voulue par le gouvernement.

Tous ces établissements sont soumis à des plans drastiques d'économie et la quasi-totalité des Ehpad publics sont en déficit provoqué par le désengagement de l'État et des conseils départementaux.

Les choix politiques du gouvernement, de sa ministre de la Santé et des députés qui ont voté le LFSS (2 députés PS dans le Sud-Gironde) prévoyant une économie de 3 Md € sur les dépenses de santé vont encore aggraver les injustices pour notre population.

Répondre aux besoins des séniors représente bien, pour nous communistes, un objectif social central porteur de solidarité.

Toutes les personnes âgées en perte d'autonomie doivent avoir un hébergement et des soins de qualité quels que soient leurs revenus financiers, elles doivent toutes pouvoir vivre dans la dignité ; la prise en charge de la perte d'autonomie doit être assurée par une politique forte de solidarité nationale, par la Sécurité sociale et celle des établissements sous la responsabilité de l'État.

C'est avec ces propositions que les élu-e-s, les militant-e-s soutiennent le combat des personnels, de leurs représentants et de la population pour un service public de santé accessible à toutes et à tous dans le Sud-Gironde.

Maryse Montangon

### parole d'élus

## perspectives

**D**epuis des mois la France est meurtrie par des actions terroristes. Cela crée une situation nouvelle, dans un pays déjà aux prises avec une crise profonde, un malaise social et politique est inédit. Plus que jamais, le pays a besoin d'un grand débat et rassemblement à gauche pour recréer de l'espoir et mobiliser les énormes potentiels dont il dispose.

Nous avons beaucoup de neuf à inventer et à construire parce qu'à l'évidence, notre pays, notre société ne peuvent continuer à fabriquer de la misère, de l'injustice, de l'exclusion, des inégalités, des discriminations, des violences.

Des échéances arrivent en 2017 : qu'elles soient l'occasion d'ouvrir ce débat, de donner la parole aux électrices et électeurs, de leur permettre de faire leur choix sur ces enjeux. Avec une unique boussole : que ce projet aide à la construction d'un pacte commun d'engagement pour la France. C'est la démarche que nous avons impulsé avec la grande consultation « que demande le peuple ».

Les questions de l'emploi et de la santé doivent être au centre de ce projet. Elles seront aussi au cœur des mobilisations sociales qui vont se poursuivre avec notamment la journée du 15 septembre.

Elles porteront l'exigence d'une nouvelle loi travail, de gauche, qui rétablirait la hiérarchie des normes. Elle ferait reprendre la voie du progrès en relançant le mouvement historique

de la réduction du temps de travail vers les 32 heures et en rétablissant l'âge de départ à la retraite à 60 ans. Elle étendrait considérablement les droits de salariés, à un salaire décent, à la santé, de décision dans les entreprises. Elle modifierait le statut de l'entreprise pour la dégager du droit divin des actionnaires et établirait ses responsabilités vis-à-vis de la société et des territoires. Elle attacherait les droits à la personne et plus seulement au poste de travail, permettant une sécurité sociale professionnelle avec une rémunération garantie par un système de sécurité d'emploi ou de formation.

De même, contrairement aux politiques Hollande/Valls Touraine qui s'attaquent au droit à la santé, réduisent l'offre aux règles de la concurrence, il nous faut assurer, tout au long de la vie, une protection sociale de haut niveau, avec des droits nouveaux, un remboursement à 100% par la Sécurité sociale des soins prescrits, dans le cadre d'un service public modernisé et développé.

Cette exigence devra s'exprimer notamment lors de l'examen du Budget 2017 de la sécurité sociale. C'est un combat pour l'émancipation humaine.

La Fête de l'Humanité résonnera de ces exigences. Elle est, plus encore que précédemment, le rendez-vous de toutes celles et ceux qui ne se résignent pas et veulent construire un autre avenir.



par Pierre Laurent  
sénateur de Paris  
secrétaire national du PCF

# LA FIÈVRE MONTE

## L'UNIQUE CENTRE DE VACANCES DAPTÉ AUX NON-VOYANTS en danger de fermeture

La résidence *Le Moulin du Cassot* est un lieu, unique en France, sécurisé et aménagé spécialement pour les personnes en situation de handicap en général et visuel.

Ce lieu propose aux mal et non-voyants des séjours thématiques d'une semaine

Alors, pourquoi fermer ce centre ?

En effet, depuis quelques mois, le bruit court que l'Association Valentin Haüy (AVH), gestionnaire de l'établissement, en difficulté financière, voudrait fermer prochainement ce centre régulièrement en déficit. Il semblerait que le « bien-être des aveugles » ne pèse pas lourd face aux problèmes d'argent.

On dit que l'État ne subventionne plus l'AVH et que, vu le contexte économique, les dons et legs ont sérieusement diminué : dont acte. Et maintenant, ce sont les déficients visuels qui devraient en payer les conséquences en étant privés d'un lieu adapté.

Humainement parlant, la fermeture d'un tel centre peut avoir pour conséquence, pour beaucoup d'entre

## au Moulin du Cassot

eux, un retour à l'isolement, à un sentiment d'exclusion et un repli sur soi.

Le problème actuel, c'est que l'AVH, co-proprétaire du terrain avec le Conseil départemental de Charente-Maritime, ne communique pas sur l'avenir de cette résidence et laisse les déficients visuels concernés dans un total désarroi. La fermeture de ce centre constituerait un véritable gâchis humain et matériel et un signal d'échec dans sa mission pour l'AVH, avec à la clé cinq licenciements.

Il faut reconnaître, même si on peut s'interroger sur les lieux de vacances spécifiques pour les citoyens en situation de handicap et de perte d'autonomie, que ce sont les seuls endroits où aller aujourd'hui, malgré la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, qui devrait garantir l'accessibilité des lieux de séjour pour l'ensemble des personnes en situation de handicap.

On peut aussi s'interroger sur la délégation totale de gestion du handicap et du médico-social au monde associatif.

Le pôle public de l'autonomie que nous proposons, avec contrôle démocratique, en partenariat avec les associations, prend aujourd'hui tout son sens...

*d'après une réaction de Stéphane Guyard*

les cocos dans les collectifs locaux

## SAINT-CALAIS suicide d'un cadre de santé du CH

### trop, c'est trop !

Dans la Sarthe, les délégués CGT du département ont eu à intervenir, à plusieurs reprises, ces derniers mois et années, auprès de la délégation territoriale de l'ARS de la Sarthe, pour dénoncer les méthodes de management, le mal-être ressenti et les difficultés rencontrées par les salariés d'un des établissements dans leur travail. Beaucoup d'agents sont en souffrance, en maladie et en dépression réactionnelle en lien avec le travail et parfois avec les petites phrases dont certains ont la spécialité !

Avant de se suicider, ce salarié aurait rédigé trois courriers à destination de sa famille, de l'Agence régionale de Santé des Pays de la Loire et de la direction, dans lesquels il aurait

mis en cause une partie de la direction pour expliquer son geste. Le suicide serait lié à un isolement de l'agent dans le cadre de ses nouvelles fonctions et d'éventuelles pressions de la part de la hiérarchie.

Nous sommes tous choqués par la violence de cet acte. Cette situation est particulièrement préoccupante.

Le Parti communiste, qui a participé avec d'autres organisations à la défense de cet établissement, partage la dénonciation de la situation qui a contraint un salarié à décider de mettre fin à sa vie.

Le Parti communiste reste disponible pour contribuer à la résistance indispensable qui doit s'emparer des personnels... Trop, c'est trop...

Jean Labé